



**Avis du 19 Octobre 2020**

**Avis sur les évolutions nécessaires  
des outils numériques citoyens de lutte contre le Covid-19**

**Type de texte :** Avis

**Intitulé :** Avis sur les évolutions nécessaires des outils numériques citoyens de lutte contre le Covid-19

**Adopté le :** 19/10/2020    **Lors d'une :** Par vote électronique à distance

**Vote :**

- Nombre de suffrages exprimés : **8 voix**
- Nombre ou % de voix POUR : **8 voix POUR**
- Nombre de personnes n'ayant pas participé au vote : **5**

**Procédure de vote :** Voie électronique

**Type de saisine :** Obligatoire

## Sommaire

---

<b>Présentation du Comité de contrôle et de liaison Covid-19 (CCL-COVID19)</b>	3
Missions	3
Composition	3
Fonctionnement	4
<b>Présentation de la saisine</b>	5
Calendrier et échéances	5
Objet	5
<b>Mode d'élaboration de l'avis</b>	6
<b>Analyse pour avis</b>	6
<b>1. Tester : La cartographie Sante.fr (Dépistage covid) : outil d'orientation pour savoir où se faire tester</b>	6
Extrait de la lettre de saisine	6
Le CCL Covid19, dans son avis du 15 septembre 2020, avait souligné « l'enjeu essentiel que constitue la rapidité d'un parcours Tester-Tracer-Isoler »	7
Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants	7
<b>2. Alerter : StopCovid : outil de notification des contacts à risque pour briser les chaînes de transmission</b>	8
Extrait de la lettre de saisine	8
Le CCL Covid19, dans son avis du 15 septembre 2020, estimait « que l'application StopCovid (devait) être relancée »	8
Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants	9
<b>3. Protéger : Mes Conseils Covid : service d'information et de prévention pour trouver une information fiable et personnalisée de la conduite à tenir pour faire face au virus, et ainsi expliciter les consignes des pouvoirs publics dans le cas particulier de chaque personne</b>	10
Extrait de la lettre de saisine	10
Le CCL Covid19 souligne l'importance du site internet « MesConseilsCovid »	10
Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants	10

\*\*\*

# Présentation du Comité de contrôle et de liaison Covid-19 (CCL-COVID19)

---

Compte tenu de la pandémie exceptionnelle du SARS-Cov2 (Coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère) ou Covid-19, il a été institué<sup>1</sup> un **Comité de contrôle et de liaison covid-19** (dénommé CCL-COVID19) chargé d'associer la société civile et le Parlement aux opérations de lutte contre la propagation de l'épidémie par suivi des contacts ainsi qu'au déploiement des systèmes d'information prévus à cet effet.

## Missions

Ce comité est chargé, par des audits réguliers :

1° D'évaluer, grâce aux retours d'expérience des équipes sanitaires de terrain, l'apport réel des outils numériques à leur action, et de déterminer s'ils sont, ou pas, de nature à faire une différence significative dans le traitement de l'épidémie ;

2° De vérifier tout au long de ces opérations le respect des garanties entourant le secret médical et la protection des données personnelles.

Le CCL-COVID19 a un rôle d'aide à la prise de décision. Il est consultatif et rend des avis simples, en toute indépendance, qui ne lient pas le Gouvernement.

Il est placé auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé.

Le comité déposera un rapport final qui doit être remis au plus tard cinq mois après la fin des systèmes d'information créés par la loi du 11 mai 2020. Les mandats des membres prendront fin un mois après la remise de ce rapport.

## Composition

Outre les deux députés et les deux sénateurs mentionnés au VIII de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 susvisée, le CCL-COVID19 comprend :

1° Un membre de la Conférence nationale de santé ;

2° Un membre du Conseil national de l'ordre des médecins ;

---

<sup>1</sup> Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu le décret n° 2020-572 du 15 mai 2020 relatif au Comité de contrôle et de liaison covid-19 ;

Vu l'arrêté du 26 mai 2020 portant nomination des membres du Comité de contrôle et de liaison covid-19 et vu les arrêtés du 4 et 12 juin 2020 portant nomination des membres parlementaires dudit comité ;

3° Un membre du comité de scientifiques mentionné à l'article L. 3131-19 du code de la santé publique ;

4° Un membre de la Commission nationale de biologie médicale ;

5° Un membre du Conseil national du numérique ;

6° Un membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ;

7° Un membre de la Société française de santé publique ;

8° Deux membres de l'Association France Assos Santé.

Soit un total de 13 membres.

## Fonctionnement

Le CCL-COVID19, aux fins de sa mission consultative, entretient tous échanges utiles avec les différentes structures (soient-elles sanitaires, académiques etc.) impliquées dans le traitement de l'épidémie Covid-19 via des systèmes d'informations numériques mentionnés au II de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

Le Comité fixe son propre agenda de réunions. Il se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour assumer sa mission.

Il peut organiser ses travaux autour de formations réduites nommées : groupes de travail.

Dans le cadre de son travail de réflexion, le CCL-COVID19 rend des avis adoptés de manière collégiale par l'ensemble des membres ayant participé à leur rédaction. Quand il le juge utile, il rend compte des opinions divergentes.

Le Secrétariat est dévolu à la Direction générale de la santé (DGS), à travers son Service des politiques d'appui au pilotage et de soutien. Le secrétariat est compétent pour toutes sollicitations techniques, juridiques ou d'ordre intellectuel à l'appui des missions du Comité.

\*\*\*

# Présentation de la saisine

---

## Calendrier et échéances

Le CCL-COVID19, par l'entremise de son président, a été saisi, par la Déléguée ministérielle au numérique en santé, pour avis le 13 octobre 2020, par courrier (cf. annexe 1).

L'avis porte sur les évolutions nécessaires des outils numérique citoyens de lutte contre le Covid-19.

Compte tenu de l'importance que ces outils, il a été demandé au comité de remettre un avis sur les évolutions envisagées au 19 octobre 2020.

## Objet

*« Nous devons aujourd'hui, devant le rebond épidémique, renforcer la diffusion des services numériques auprès du grand public et construire une stratégie de communication intégrée.*

*Dans leur conception comme dans leur communication, ces services doivent incarner le principe du citoyen acteur de la lutte contre l'épidémie. Cette vision d'un citoyen acteur de sa santé est au cœur de la stratégie ministérielle du numérique en santé ».*

Cet arsenal est composé de trois services simples au service de la stratégie de lutte contre l'épidémie : tester, alerter, protéger.

- *Tester : La cartographie [Sante.fr](https://sante.fr) (Dépistage covid) – comme outil d'orientation pour savoir où se faire tester.*
- *Alerter : [StopCovid](https://stopcovid.ca) – comme outil de notification des contacts à risque pour briser les chaînes de transmission.*
- *Protéger : [Mes Conseils Covid](https://mesconseilscovid.ca) – comme service d'information et de prévention pour trouver une information fiable et personnalisée de la conduite à tenir pour faire face au virus, et ainsi expliciter les consignes des pouvoirs publics dans le cas particulier de chaque personne.*

Les évolutions de ces 3 services sont présentées dans la lettre de saisine (annexe 1).

## Mode d'élaboration de l'avis

---

La saisine de la Délégation au numérique en santé (DNS) est parvenue au Pr. RUSCH, Président du CCL-COVID19, le 13 octobre 2020. Le jour-même, le Pr. RUSCH en a informé les membres du comité. Il a été demandé aux membres de transmettre leurs remarques et réflexions. Cinq contributions ont été partagées.

Le CCL-COVID19 s'est par ailleurs appuyé sur un travail interne au comité déjà mené et portant spécifiquement sur le service « MesConseilsCovid ». Ce travail avait été transmis le 09 octobre 2020 à Mme LETOURNEAU.

Une réunion associant des membres du CCL-COVID19 et des services concernés du Ministère a eu lieu le 16 octobre 2020.

À partir des contributions et propositions d'amendements reçues des membres du Comité, un projet d'avis intégrant ces différents points a été soumis aux membres du CCL-COVID19 pour vote électronique à distance, le 19 octobre 2020. L'avis a été adopté, le jour-même.

L'avis présente les remarques et amendements, points d'attention et éléments de surveillance, que les membres ont jugé d'intérêt de communiquer.

## Analyse pour avis

---

Dans son avis en date du [15 septembre 2020](#), le CCL-COVID19 avait souligné l'importance d'une « démarche pédagogique ... auprès des usagers et des professionnels du système de santé ».

Le comité considère donc très favorablement la diffusion des services numériques auprès du grand public et la construction d'une stratégie de communication intégrée.

### 1. Tester : La cartographie Sante.fr (Dépistage covid) : outil d'orientation pour savoir où se faire tester

#### Extrait de la lettre de saisine

*« La cartographie des lieux de test de Sante.fr (Dépistage covid) devra également évoluer. L'objectif de dépister à large échelle a été confirmé afin de casser les chaînes de contamination dans la stratégie de lutte contre le Covid-19. L'efficacité de cette stratégie « tester, alerter, protéger » repose entre autre sur la capacité, d'une part d'éviter les situations d'engorgement qui se sont produites dans les dernières semaines et d'autre part de réduire les temps d'attente du résultat.*

*L'affichage des temps d'attente aux laboratoires peut se révéler un outil de fluidification des accès, c'est pourquoi les utilisateurs de « Dépistage Covid » pourront prendre connaissance des délais d'attente renseignés par les usagers sur place et adapter leur venue en fonction de l'affluence indiquée ».*

Le CCL Covid19, dans son avis du 15 septembre 2020, avait souligné « l'enjeu essentiel que constitue la rapidité d'un parcours Tester-Tracer-Isoler ».

L'accès à un laboratoire pour se faire tester, la durée d'attente pour réaliser le test, le délai pour obtenir le résultat du test, le temps pour identifier les contacts d'un cas positif au test PCR, sont autant de points de vigilance et d'éléments d'inquiétudes quant à la capacité à casser les chaînes de transmission.

Le CCL Covid19 rejoint ainsi le constat que l'efficacité de la stratégie «tester, alerter, protéger» repose sur la capacité du système de santé à réaliser le test de dépistage d'une personne puis à communiquer le résultat du test de dépistage à cette personne dans des délais courts.

Le CCL Covid19 insiste sur l'importance que les délais évoqués ici, soit en cohérence avec les données scientifiques connues concernant en particulier la période de contagiosité de la personne testée. A défaut, c'est l'utilité même du test qui pourrait être remise en cause.

Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants :

**1/ La mise à disposition, à la population, d'une cartographie de l'offre existante en termes de lieux de tests constitue un outil essentiel**, à condition cependant que les informations présentées soient fiables (adresse, heures d'ouvertures, ...) et régulièrement mises à jour. Le contrôle ou suivi de ces informations doit être prévue et organisé.

**2/ L'affichage des temps d'attente aux laboratoires** (temps d'attente renseigné par les utilisateurs) **est une fonctionnalité qui est présentée comme pouvant permettre d'éviter les situations d'engorgement** (choix du lieu de test et du moment de la venue en fonction des informations indiquées sur l'affluence) **et par conséquent réduire les temps d'attente du résultat**. Cette fonctionnalité soulève 4 remarques :

- Elle doit être opérationnelle dans sa mise en œuvre technique : qualité de la connexion à partir d'un smartphone, stabilité du réseau, nombre d'utilisateurs concomitants possible, ....
- Elle sera surtout utile et pertinente pour des zones où une offre plurielle de lieux de tests existe. Il est difficile d'imaginer que des patients fassent de nombreux kilomètres pour trouver un laboratoire moins « engorgé » que celui situé à proximité. Cette fonctionnalité est donc adaptée aux métropoles mais peu ou pas au secteur rural et aux autres villes.

Au-delà de l'objet de la présente saisine, se pose la question du transport des prélèvements entre laboratoires en fonction de leur niveau respectif de saturation. Ainsi lorsqu'un laboratoire est en incapacité à rendre les résultats de dépistage en moins de 48 heures, il devrait transférer une partie de son activité de dépistage vers un laboratoire partenaire moins sollicité pour que ce délai puisse être respecté.

- Elle devra être présentée aux professionnels de santé, médico-sociaux et aux acteurs associatifs qui pourront alors l'intégrer à leur pratique et en faire la promotion auprès des personnes qu'ils accompagnent.
- Elle devra intégrer les nouveaux tests de dépistage (tests antigéniques, ...) et être en capacité d'informer sur tous les lieux de prélèvements et leur nature (RT-PCR, test antigénique ...).

## 2. Alerter : StopCovid - comme outil de notification des contacts à risque pour briser les chaînes de transmission

### Extrait de la lettre de saisine

*« Il est proposé de donner une nouvelle impulsion à StopCovid au travers d'un positionnement renouvelé, d'un discours plus simple et d'une communication renforcée. La nouvelle version de StopCovid pourrait ainsi être positionnée comme un geste barrière supplémentaire à disposition du citoyen, notamment dans des situations ou lieux (Transport, restaurant, bar, etc.) facilement identifiables et considérés comme étant plus à risque c'est-à-dire où le respect de la distanciation sociale est plus difficile à mettre en œuvre. A la faveur de ce repositionnement, Stop Covid serait intégré aux supports de communication gouvernementaux existants sur les gestes barrières et la conduite recommandée dans la lutte contre l'épidémie et la promotion de l'utilisation de l'application intégrée aux protocoles demandés aux différents secteurs (restaurants, clubs de sports, ...).*

*Par ailleurs, il sera rappelé que les personnes contacts identifiés par StopCovid seront prises en charge comme les personnes contacts identifiés par le contact tracing de l'assurance maladie avec une priorisation de l'accès aux tests et recommandation d'isolement pendant 7 jours.*

*Il est enfin envisagé que StopCovid puisse contribuer à l'amélioration de l'information sur l'évolution de l'épidémie et sur les bons gestes à adopter, en particulier dans un contexte où les recommandations évoluent rapidement et en fonction des territoires. Il pourrait être proposé aux utilisateurs de personnaliser l'information disponible en fonction d'un code postal choisi mais StopCovid resterait une application ne faisant pas appel à la géolocalisation des personnes.*

*Le principe du caractère volontaire de l'utilisation de l'application sera réaffirmé ».*

### Le CCL Covid19, dans son avis du 15 septembre 2020, estimait « que l'application StopCovid (devait) être relancée »

Cette relance devait permettre d'une part d'identifier d'éventuelles pistes d'amélioration de l'application et d'autre part de mieux apprécier son intérêt en « vie réelle ». Le rebond de l'épidémie était considéré comme favorable à une campagne de promotion de cette application.

Le CCL Covid19 accueille positivement la nouvelle impulsion pour cette application, dont le nom est désormais « Tous Anti-Covid », avec un positionnement renouvelé



(situations ou lieux à forte densité), un discours plus simple et une communication renforcée. Le comité souhaite que « Tous Anti-Covid » puisse contribuer à l'amélioration de l'information dans un contexte où les recommandations évoluent rapidement et en fonction des territoires.

Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants :

**1/ Le CCL Covid19 n'est pas favorable au positionnement de « Tous Anti-Covid » (ex StopCovid) comme un geste barrière supplémentaire à disposition du citoyen.**

Il convient, en effet, de ne pas introduire de confusion dans la communication sur « Tous Anti-Covid ». L'expression « geste barrière » doit être réservée à l'utilisation du masque, au lavage des mains ou à la distanciation sociale, outils essentiels de la lutte contre l'épidémie (prévention primaire). « Tous Anti-Covid » s'apparente plus à un outil de prévention secondaire qui s'intègre dans le dispositif de contact tracing, en complément des 3 niveaux existants.

**2/ Sur le plan de la communication, il convient de rappeler que l'application « Tous Anti-Covid » ne fait pas appel à des techniques de géolocalisation des personnes** (malgré l'intégration d'un code postal), **qu'il n'y a pas de collectes durables de données personnelles** par l'application, **que le stockage de ces données est protégé** pour éviter leur utilisation à d'autres fins, que son utilisation est basée sur le volontariat **et qu'il n'y a pas, au travers de cette application, de dispositif de surveillance centralisée des personnes.** « Tous Anti-Covid » est un outil au service de la protection de la santé publique.

**3/ Sur le plan de la communication, il convient également de promouvoir « Tous Anti-Covid » dans le rétablissement d'une vie sociale « Solidaire » en contribuant à protéger les cas contacts et en leur permettant de rentrer dans un parcours de soins.** La promotion de « Tous Anti-Covid » devrait s'appuyer sur les milieux étudiants et leurs associations, les bars, les restaurants, les organisateurs de spectacles, tous les clubs sportifs ainsi que tous les acteurs impliquant des situations à risque dans le regroupement de personnes.

**3/ La diffusion des nouveaux tests de dépistage (ex. : test antigénique) doit être prise en compte et intégrée dans « Tous Anti-Covid ».** Ainsi comment considérer dans « Tous Anti-Covid » la situation Test antigénique positif et RT PCR de contrôle négative ? Le type de test et le délai entre le début des symptômes et la réalisation du test, selon les préconisations de l'HAS, devront être précisés.

**4/ L'utilisation de « Tous Anti-Covid » soulève la question de la priorisation des populations testées et ceci de différentes façons.** De façon active, un recours important à l'application « Tous Anti-Covid » pourrait s'accompagner d'un nombre élevé de cas contacts avérés ou suspects impliquant une demande croissante de test. De façon passive, le non-téléchargement de l'application « Tous Anti-Covid » sera en partie lié à des smartphones ou mobiles trop anciens (ne supportant pas l'application) induisant une inégalité dans la répartition des populations testées.

**5/ Une nouvelle communication, combinant transparence dans l'information et éducation sanitaire, concernant l'application « Tous Anti-Covid » est indispensable tant auprès des citoyens, des acteurs associatifs que des professionnels de santé.**

**6/ Sur un plan technique, l'intégration du QR code (résultat du test) dans l'application doit être facilitée et rendue plus aisée.**

**3. Protéger : Mes Conseils Covid - comme service d'information et de prévention pour trouver une information fiable et personnalisée de la conduite à tenir pour faire face au virus, et ainsi expliciter les consignes des pouvoirs publics dans le cas particulier de chaque personne.**

#### **Extrait de la lettre de saisine**

*« Enfin Mes Conseils Covid sera positionné comme le service d'information pivot avec une orientation vers les autres services pour le bon patient, au bon moment du parcours. Ce service d'information personnalisée permet à l'utilisateur de s'orienter et de savoir comment se comporter face à l'épidémie en fonction de sa situation personnelle. Cette démarche est en cohérence avec le souhait des patients et de leur représentant (France Asso Santé, CP du 06 mai 2020). Aujourd'hui, il est également utilisé par les médecins pour mieux orienter leurs propres patients.*

*Mes Conseil Covid contient également un module d'auto-surveillance qui permet, pour les patients positifs et pouvant réaliser seul leur suivi, de détecter de façon précoce une éventuelle aggravation des symptômes et de réagir en conséquence ».*

**Le CCL Covid19 souligne l'importance du site internet « MesConseilsCovid ».**

Mes Conseils Covid est un site internet du ministère de la santé français ayant pour objectif de fournir des conseils personnalisés pour la lutte contre la covid19, dans une démarche de préventions primaire (éviter l'exposition au virus), secondaire (faciliter l'accès au dépistage) ou tertiaire (faciliter l'accès aux mesures de protection en cas de signes de la maladie).

**Le CCL Covid19 formule les points d'attention et recommandations suivants :**

#### **1/ Pertinence de l'outil en matière de personnalisation de l'information préventive**

L'entrée dans le site est conditionnée par la définition de la cible des conseils, qui peut être soi ou un proche. Puis, l'utilisateur réponds à huit questions, dont trois sur le cadre de vie (département, activité, entourage). Cette prise en compte des caractéristiques individuelles permet à chacun de se sentir concerné, pour soi ou pour ses proches, augmentant ainsi probablement le pouvoir-d'agir individuel et la solidarité collective.

## **2/ Pertinence de l'outil en matière de regroupement de l'information préventive**

En fin de questionnaire, des conseils personnalisés sont fournis et des liens vers des informations utiles sont proposées : sur le lieu de dépistage le plus proche de son domicile, la manière de retrouver ses contacts, les mesures en vigueur dans son département, les recommandations professionnelles pour les professionnels de santé ou du médico-social, les conseils pour les moins de 15 ans, les conseils d'ordre général sur la ventilation, les gestes barrières, le port du masque, les tests de dépistage ou les sérologies, la vie quotidienne (l'alimentation, courses, nettoyage). Sont présents des liens vers le numéro de téléphone 0 800 130 000, vers une foire à questions et vers l'application StopCovid (futur « Tous Anti-Covid »).

Un accès direct à ces informations, sans avoir à remplir les huit questions, ou la présence concomitante de ces informations sur l'application « Tous Anti-Covid », afin de la rendre vivante, sont à mettre en œuvre.

## **3/ Accessibilité de l'outil pour tout public à renforcer et approfondir**

Selon les règles européennes d'une information facile à lire et à comprendre (FALC), quelques modifications substantielles semblent nécessaires sur le choix de l'information. En effet des questions, très biomédicales, semblent compliquées à comprendre pour un public non médical. De plus, la construction des phrases, les illustrations et la mise en page devraient respecter les standards de la littératie en santé avec des phrases faciles à lire et à comprendre et des illustrations attractives mais surtout démonstratives.

## **4/ Promotion de cet outil auprès des usagers mais également spécifiquement auprès des acteurs de terrain que sont les professionnels de santé ou les acteurs associatifs et sociaux**

Ces acteurs sont directement en contact avec les populations les plus vulnérables qui ont souvent un faible niveau de littératie en santé, ou sont victimes de la fracture numérique, ne leur permettant pas l'usage de l'outil. Il peut ainsi être utilisé comme un médiateur entre le professionnel ou acteurs associatifs et l'utilisateur et devenir un véritable outil professionnel. De plus, l'outil peut potentiellement générer de l'anxiété, qu'un accompagnement par un professionnel peut atténuer.

## **5/ Anticipation de l'évaluation de l'utilisation de l'outil par des indicateurs de suivi et des enquêtes**

Le nombre de connexions journalières, le nombre de connexions avec remplissage complet, l'étude des commentaires et l'utilisation de l'outil en milieu professionnel, associatif ou populationnel sont à prendre en compte pour évaluer ce système d'information à visée préventive.

## **6/ Mise en place d'une gouvernance stratégique et d'une gouvernance opérationnelle du site MesConseilsCovid de façon à assurer la pérennité de l'outil dans les mois à venir**

La conception du contenu du site doit bénéficier des compétences et expertises adéquates. La participation de représentants du public cible doit être assurée, notamment des publics présentant un littératie en santé faible. Le recours à des experts en sciences de l'éducation, en psychologie, en communication (et autres disciplines pertinentes) doit être également assurée.

**De manière générale, le CCL recommande une communication accessible, numérique positive, claire, précise, apaisante, non coercitive ou autoritaire, favorisant la motivation et le pouvoir-d'agir des individus.**

Par ailleurs des outils alternatifs doivent être envisagés selon les publics ou populations. Ainsi, la fracture numérique peut être à l'origine d'une inégalité d'accès au site MesConseilsCovid et doit amener à envisager le recours à des supports papiers. Concernant la population des jeunes et des adolescent.e.s des outils adaptés aux réseaux sociaux<sup>2</sup> (capsule vidéo) sont à prévoir et le recours à des influenceurs<sup>3</sup> est à envisager ?

Dans un accès plus rapide, les conseils devraient être accessibles sans questionnaire en envisageant les questions pratiques les plus fréquemment posées : J'ai un test positif que dois-je faire ? Je suis cas contact via l'application, que dois-je faire ? J'ai des symptômes ...

---

<sup>2</sup> Exemple Suisse : <https://www.youtube.com/watch?v=-uyWgHh6QOY>  
Exemple France <https://www.youtube.com/watch?v=F00I4iyoi9g>.

<sup>3</sup> Lucy Foulkes, and Sarah-Jayne Blakemore. Peer Influence in Adolescence: Public-Health Implications for COVID-19. Trends Cogn Sci. 2020 Aug; 24(8): 585–587.

# Annexes

## Annexe 1 – Courrier de saisine de la Déléguée ministérielle au numérique en santé



MINISTÈRE  
DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Délégation ministérielle  
au numérique en santé

*La Déléguée Ministérielle*

*Paris, le 13/10/2020*

Professeur Emmanuel RUSCH  
Président du Comité de contrôle et de liaison Covid-19

**Objet :** Saisine pour avis sur les évolutions nécessaires des outils numériques citoyens de lutte contre le Covid-19

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Comité de contrôle et de liaison Covid-19 un projet d'évolution des outils numériques citoyens et de la stratégie de communication sous-jacente.

Nous devons aujourd'hui, devant le rebond épidémique, renforcer la diffusion des services numériques auprès du grand public et construire une stratégie de communication intégrée.

Dans leur conception comme dans leur communication, ces services doivent incarner le principe du citoyen acteur de la lutte contre l'épidémie. Cette vision d'un citoyen acteur de sa santé est au cœur de la stratégie ministérielle du numérique en santé.

Cet arsenal est composé de trois services simples au service de la stratégie de lutte contre l'épidémie :

- Tester : La cartographie Sante.fr (Dépistage covid) – comme outil d'orientation pour savoir où se faire tester.
- Alerter : StopCovid – comme outil de notification des contacts à risque pour briser les chaînes de transmission.
- Protéger : Mes Conseils Covid – comme service d'information et de prévention pour trouver une information fiable et personnalisée de la conduite à tenir pour faire face au virus, et ainsi expliciter les consignes des pouvoirs publics dans le cas particulier de chaque personne.

Au-delà de la communication, des évolutions des services sont envisagées pour maximiser la valeur de ces différents services numériques dans la lutte contre l'épidémie. Des changements de nom des outils sont également à l'étude afin de mieux refléter leur complémentarité et leur positionnement.

Il est proposé de donner une nouvelle impulsion à StopCovid au travers d'un positionnement renouvelé, d'un discours plus simple et d'une communication renforcée. La nouvelle version de StopCovid pourrait ainsi être positionnée comme un geste-barrière supplémentaire à disposition du citoyen, notamment dans des situations où lieux (Transport, restaurant, bar, etc.) facilement identifiables et considérées comme étant plus à risque c'est-à-dire où le respect de la distanciation sociale est plus difficile à mettre en œuvre. À la faveur de ce repositionnement, Stop Covid serait intégré aux supports de communication gouvernementaux existants sur les gestes barrières et la conduite recommandée dans la lutte contre l'épidémie et la promotion de l'utilisation de l'application intégrée aux protocoles demandés aux différents secteurs (restaurants, clubs de sports, ...).

14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07  
Téléphone : 01 40 56 60 00

Le traitement de vos données est nécessaire à la gestion de votre demande et entre dans le cadre des missions confiées aux ministères sociaux.  
Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), vous pouvez exercer vos droits à l'adresse [dlc.mps@solidarites-sante.gouv.fr](mailto:dlc.mps@solidarites-sante.gouv.fr) ou par voie postale.  
Pour en savoir plus : <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites/ministere-social-et-sante>

Par ailleurs, il sera rappelé que les personnes contacts identifiés par StopCovid seront prises en charge comme les personnes contacts identifiés par le contact tracing de l'assurance maladie avec une priorisation de l'accès aux tests et recommandation d'isolement pendant 7 jours.

Il est enfin envisagé que StopCovid puisse contribuer à l'amélioration de l'information sur l'évolution de l'épidémie et sur les bons gestes à adopter, en particulier dans un contexte où les recommandations évoluent rapidement et en fonction des territoires. Il pourrait être proposé aux utilisateurs de personnaliser l'information disponible en fonction d'un code postal choisi mais StopCovid resterait une application ne faisant pas appel à la géolocalisation des personnes.

Le principe du caractère volontaire de l'utilisation de l'application sera réaffirmé.

La cartographie des lieux de test de Sante.fr (Dépistage covid) devra également évoluer. L'objectif de dépister à large échelle a été confirmé afin de casser les chaînes de contamination dans la stratégie de lutte contre le Covid-19. L'efficacité de cette stratégie « tester, alerter, protéger » repose entre autre sur la capacité, d'une part d'éviter les situations d'engorgement qui se sont produites dans les dernières semaines et d'autre part de réduire les temps d'attente du résultat.

L'affichage des temps d'attente aux laboratoires peut se révéler un outil de fluidification des accès, c'est pourquoi les utilisateurs de « Dépistage Covid » pourront prendre connaissance des délais d'attente renseignés par les usagers sur place et adapter leur venue en fonction de l'affluence indiquée.

Enfin Mes Conseils Covid sera positionné comme le service d'information pivot avec une orientation vers les autres services pour le bon patient, au bon moment du parcours.

Ce service d'information personnalisée permet à l'utilisateur de s'orienter et de savoir comment se comporter face à l'épidémie en fonction de sa situation personnelle. Cette démarche est en cohérence avec le souhait des patients et de leur représentant (France Asso Santé, CP du 06 mai 2020). Aujourd'hui, il est également utilisé par les médecins pour mieux orienter leurs propres patients.

Mes Conseil Covid contient également un module d'auto-surveillance qui permet, pour les patients positifs et pouvant réaliser seul leur suivi, de détecter de façon précoce une éventuelle aggravation des symptômes et de réagir en conséquence.

Le Ministère est à la disposition du Comité de contrôle et de liaison pour travailler sur la communication et l'accessibilité de l'information présentée.

Compte tenu de l'importance que ces outils peuvent représenter aujourd'hui face au rebond épidémique, le Gouvernement vous serait très reconnaissant si votre comité pouvait remettre un avis sur ces évolutions envisagées d'ici au 19 octobre prochain.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.

Laura LETOURNEAU